



**AL BAWSAALA**

## **Rapport d'activités de l'Assemblée des Représentants du Peuple**

**Juin 2015**

Après 4 mois d'activités au sein des commissions, plusieurs projets de lois soumis auprès des différentes commissions législatives ont été examinés, accompagnés d'un certain nombre d'auditions de différentes parties prenantes.

Les plénières qui ont eu durant ce mois étaient relatives à l'adoption d'un certain nombre de projets de lois, mais ont aussi servi pour organiser un dialogue avec le gouvernement pour évaluer ses 100 premiers jours d'activités, pour poser des questions orales à certains membres du gouvernement, et aussi pour examiner le rapport de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Élections concernant les élections législatives et présidentielles de 2014.

## Concernant les réunions des commissions législatives permanentes :

A l'exception de la commission du règlement intérieur, de l'immunité, des lois parlementaires et des lois électorales, et la commission de la santé et des affaires sociales, le reste des commissions permanentes se sont réunies durant le mois de juin.

### **1. Commission de la législation générale :**

- 12 réunions relatives à l'examen de plusieurs projets de lois et de la décision de l'Instance Provisoire de Contrôle de la Constitutionnalité des Projets de Lois, mais aussi l'audition des représentants de la présidence de la République concernant le projet de loi N°19/2015.
- 4 projets de lois :
  - Projet de loi organique N°16/2015 relatif au conseil supérieur de la magistrature : **3 réunions** pour examiner la décision de l'IPCCPL relative à l'inconstitutionnalité de certaines dispositions du projet de loi.
  - Projet de loi N°19/2015 portant organisation de la ratification des conventions : **une réunion** d'audition des représentants de la présidence de la République.
  - Projet de loi organique N°22/2015 relatif à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent : **7 réunions** dont 1 relative à l'examen de la méthodologie à adopter pour examiner ce projet.
  - Proposition de loi organique relative à la Cour Constitutionnelle : **2 réunions** pour examiner le projet.
- 1 audition :
  - Concernant le projet de loi N°19/2015 portant organisation de la ratification des conventions:
    - Représentants de la Présidence de la République

### **2. Commission des droits et libertés et des relations extérieures :**

- 4 réunions dont 2 pour finaliser l'examen du projet de loi organique relatif au droit d'accès à l'information.
- 2 projets de lois :
  - Projet de loi organique N°55/2014 relatif au droit d'accès à l'information : **2 réunions** et adoption du rapport de la commission.

- Projet de loi organique N°01/2015 relatif au dépôt légal : **2 réunions** d'audition
- 6 auditions :
  - Concernant le projet de loi organique N°01/2015 relatif au dépôt légal :
    - Président de l'Union des Écrivains Tunisiens
    - Président du laboratoire des recherches, de la culture, de la technologie et du développement à l'Université de Tunis
    - Représentante du ministère de la culture et de la sauvegarde du patrimoine
    - Représentants d'associations cinématographiques et musicales
    - Représentante de la bibliothèque nationale
    - Association des jeunes journalistes

### **3. Commission des finances, de la planification et du développement :**

- 6 réunions relatives à l'examen de plusieurs projets de lois qui portent essentiellement sur des engagements financiers de l'Etat mais aussi pour poursuivre l'examen du projet de loi relatif au partenariat entre les secteurs public et privé.
- 5 projets de lois :
  - Projet de loi N°69/2012 relatif aux contrats de partenariat public-privé (PPP) : **3 réunions**
  - Projet de loi N°24/2015 portant approbation de l'accord de coopération financière au titre de l'année 2012, entre le Gouvernement de la République Tunisienne et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne : **une réunion**
  - Projet de loi N°39/2015 – N°40/2015 – N°41/2015 portant approbation de lettres de garantie de l'Etat relatives aux prêts objets des conventions conclues entre la Société Tunisienne de l'Air et un groupe de Banques Etrangères pour l'acquisition de 3 avions « AIRBUS A330-200 » - « AIRBUS A320-214 » - « AIRBUS A330-200 » : **une réunion d'audition**
- 7 auditions :
  - 5 auditions concernant le projet de loi N°69/2012 relatif aux contrats de partenariat public-privé :
    - Caisse des dépôts et des consignations
    - Fond Monétaire International
    - Syndicat des Agriculteurs de Tunisie
    - Banque Mondiale

- Observatoire Tunisien de l'Économie
- 1 audition concernant les projets de lois N°39/2015 – N°40/2015 – N°41/2015 :
  - Président Directeur Général de Tunisair
- 1 audition concernant la question des biens confisqués :
  - Ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières

#### 4. Commission de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, du commerce et les services liés :

- 4 réunions consacrées à des auditions liées à des projets de lois en cours d'examen au sein de la commission, ainsi qu'à l'examen des rapports de la commission relatifs à différents projets de lois.
- 4 projets de lois :
  - Projet de loi N°48/2013 amendant et complétant la loi N°64-1991 du 29 Juillet 1991 relative à la concurrence et aux prix : **une réunion** pour examiner et approuver le rapport final la commission
  - Projet de loi N°60/2014 complétant la loi N°83-87 du 11 novembre 1983 relative à la protection des terres agricoles : **une réunion** (rapport)
  - Projet de loi N°61/2014 portant modification du Décret-loi N°2011-37 du 14 mai 2011, portant mesures conjoncturelles de soutien aux opérateurs exerçant dans le secteur de l'agriculture et de la pêche pour poursuivre leurs activités : **une réunion** (rapport)
  - Projet de loi N°33/2015 relatif au rééchelonnement des dettes des locataires des terres domaniales agricoles : **2 réunions**
- 2 auditions :
  - Concernant le projet de loi N°33/2015 relatif au rééchelonnement des dettes des locataires des terres domaniales agricoles :
    - Ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières
    - Ministre de l'Agriculture, de la Pêche et des Ressources Hydrauliques

#### 5. Commission de l'industrie, de l'énergie, des ressources naturelles, de l'infrastructure et de l'environnement :

- 2 réunions qui ont été organisées à la suite de la campagne « Où est le pétrole ? » dont l'une relative à une discussion au sein de la commission et l'autre regroupant des auditions d'un certain nombre de responsables.
- 5 auditions concernant :

➤ Concernant le sujet des ressources naturelles :

- Ministre de l'industrie, de l'énergie et des mines
- Président Directeur Général de l'Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières
- Directeur Général de l'énergie
- Président Directeur Général de la Compagnie des Phosphates de Gafsa
- Directeur Général des mines

**6. Commission de la santé et des affaires sociales :**

- Cette commission ne s'est pas réunie durant le mois de Juin.

**7. Commission de la jeunesse, des affaires culturelles, de l'éducation et de la recherche scientifique:**

- 2 réunions qui ont été consacrées à l'examen et l'adoption des rapports de la commission concernant 2 projets de lois.
- 2 projets de lois :
  - Projet de loi N°21/2015 portant modification du décret-loi N°2011-86 du 13 septembre 2011 relatif à la création du Centre National du Cinéma et de l'Image : **2 réunions**
  - Projet de loi N°28/2015 portant modification du décret-loi n°2011-81 du 23 août 2011 relatif au Centre des musiques arabes et méditerranéennes: **une réunion**

**8. Commission de l'organisation de l'administration et des affaires des forces armées :**

- 4 réunions qui ont été consacrées à l'examen de différents projets de lois, accompagné d'auditions pour certains.
- 4 projets de lois :
  - Projet de loi N°24/2013 modifiant et complétant la loi n°83-112 du 12 Décembre 1983 portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif : **une réunion** pour examiner le rapport de la commission
  - Projet de loi N°26/2015 fixant les hautes fonctions dans la nomination relève de la compétence du Président de la République : **3 réunions**
  - Projet de loi N°27/2015 fixant les emplois civils supérieurs dont la nomination relève de la compétence du Chef du Gouvernement : **3 réunions**
  - Projet de loi N°44/2015 relatif aux avantages accordés aux présidents de la

République dès la cessation de leurs fonctions : **une réunion**

- 2 auditions :
  - concernant les projets de lois N°26/2015 et N°27/2015 :
    - Ministre chef du cabinet présidentiel
    - Secrétaire Général du Gouvernement

**9. Commission du règlement intérieur, de l'immunité, des lois parlementaires et des lois électorales :**

- Cette commission ne s'est pas réunie durant le mois de Juin.

Concernant les réunions des commissions spéciales :

**1. Commission de la sécurité et de la défense :**

- 3 réunions dont 2 relatives à l'examen d'un plan de travail, des partenariats possibles à conclure avec des parties spécialisées en matière de sécurité et les auditions à organiser au sein de la commission.
- Une troisième réunion a été consacrée à l'audition du ministre de la défense nationale et d'une délégation de l'institution militaire concernant l'incident de la caserne de Bouchoucha et la situation sanitaire, administrative et sociale des militaires, et la situation sécuritaire d'une manière générale (séance à huis-clos).

**2. Commission de la réforme administrative, de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption et du contrôle de gestion des deniers publics :**

- 3 réunions qui ont été consacrées exclusivement à des auditions :
  - concernant la question des ressources naturelles :
    - Ministre de l'industrie, de l'énergie et des mines
    - Président Directeur Général de l'Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières
    - Directeur Général de l'énergie
    - Président Directeur Général de la Compagnie des Phosphates de Gafsa
    - Directeur Général des mines
  - concernant la question de la confiscation des biens :
    - Président de la commission nationale de confiscation des avoirs et des biens meubles et immeubles
    - Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie

**3. Commission du développement régional :**



- Cette commission ne s'est pas réunie durant le mois de Juin.
- 4. Commission des martyrs et blessés de la révolution, de l'application de la loi de l'amnistie générale et de la justice transitionnelle :**
  - 1 réunion relative à une discussion autour du plan de travail pour la période 2015 - 2018 et débat concernant le mandat de l'Instance de Vérité et Dignité.
- 5. Commission des affaires des handicapés et des catégories précaires :**
  - Cette commission ne s'est pas réunie durant le mois de Juin.
- 6. Commission des affaires de la femme, de la famille, de l'enfance, de la jeunesse et des personnes âgées :**
  - 1 réunion consacrée à une audition d'experts de la Banque Mondiale.
- 7. Commission des affaires des tunisiens à l'étranger :**
  - 1 réunion consacrée à l'examen de certaines questions relatives aux tunisiens à l'étranger : problèmes de douane, organisation de visites officielles, l'autorisation parentale, les réductions de Tunisair, etc.
- 8. Commission électorale :**
  - 4 réunions relatives à l'examen de la question des candidatures pour l'Instance Nationale de Prévention Contre la Torture. Dans ce sens, il y a eu organisation d'une audition de la présidente de la commission des droits et libertés au sein de l'Assemblée Nationale Constituante pour comprendre le processus de sélection qui a eu lieu à l'époque, une table ronde avec des composantes de la société civile pour discuter de la mise en place de l'instance, ainsi que l'examen de la possibilité d'amender la loi portant création de l'instance.

#### Concernant les séances plénières :

Durant le mois de Juin, l'assemblée a tenu 5 séances plénières :

- 3 séances d'examen de projets de lois : 02/10/23 Juin 2015
- 4 projets de lois adoptés :
  1. Projet de loi organique N°25/2014 portant ratification de la charte portant création et organisation du réseau régional d'échange d'informations et d'expertise dans le secteur des déchets "sweep-net"
  2. Projet de loi N°10/2014 portant ratification du contrat de financement conclu à Tunis le 19 Décembre 2013 entre le gouvernement de la République Tunisienne et la Banque Européenne d'Investissement pour la contribution au financement du projet de dépollution intégrée du lac de Bizerte

3. Projet de loi N°69/2014 portant ratification de l'accord de prêt conclu le 19 août 2014 entre la République tunisienne et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement pour le financement du troisième projet de développement des exportations
  4. Projet de loi N°23/2015 portant approbation de l'accord de coopération technique au titre de l'année 2012, entre le Gouvernement de la République Tunisienne et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne
- 1 séance plénière ayant comporté des questions orales (4) à certains membres du gouvernement, en date du 10 Juin 2015 :
- Question de la part de **Bechir Ellazzem (Ennahdha) au ministre de la santé** pour dénoncer tous les manques dont souffre le secteur de la santé, notamment la situation chaotique de l'hôpital de Menzel Bourguiba : Le diagnostic de l'état du secteur de la santé en Tunisie fait peur. Il y a une mauvaise répartition des ressources en médicaments entre les régions. La CNAM qui était supposée améliorer l'état de la santé l'a fait dans le secteur privé mais pas pour le public. Il faut créer de nouveaux pôles universitaires de santé dans les régions. Il faut trouver un équilibre entre le secteur privé et le secteur public.
  - Question de la part de **Hmed Khaskhoussi (Bloc Social-Démocrate) au ministre de l'industrie, de l'Énergie et des Mines** en précisant que ce sont les habitants de Meknassi qui posent aujourd'hui ces questions à travers lui : Le projet des mines de Meknassi est programmé depuis 2012, pourquoi il n'a toujours pas commencé ? Les phosphates de Meknassi sont d'une haute qualité et d'une grande valeur, pourquoi ne sont-ils toujours pas exploités ?
  - Question de la part de **Ridha Dellai (Mouvement du Peuple) au ministre de l'éducation** : L'éducation en Tunisie comme dans toutes les sociétés doit être améliorée. Je considère que l'éducation en Tunisie a été imprégnée de politiques partisans qui l'ont entièrement vidé de tout sens. Je ne vois pas d'amélioration malgré une volonté et conscience ministérielle du problème. Tout ce qui se fait n'est pas suffisant. On doit créer un dialogue en impliquant même la société civile. On doit impliquer toutes les parties de la société afin d'aboutir à des résultats concrets. La commission nationale qui a été créée doit être élargie à la société civile. Il faut arrêter avec la politique partisane. L'école doit redevenir source de sagesse, de culture et des valeurs humaines et sociales. Le ministre de la jeunesse et du sport et le ministre du

développement doivent eux aussi être impliqués. Le système éducatif doit être garant de la transition démocratique tunisienne. On doit mettre au clair tous les points importants à prendre en compte et toute la politique d'éducation nationale. On doit avoir une stratégie claire. Il faut faire des études sur le passage de l'élève du primaire au secondaire, sur le lien entre diplôme et marché du travail. On n'a pas d'études ni de rapports évaluant l'état de l'éducation en Tunisie. Ce système est bourré de lacunes à cause des grèves. Cette réforme prendra un ou deux ans. Pourquoi ces grèves ? Pourquoi des milliers de familles attendent les examens en suspens ? Pourquoi cette anarchie ? Nous considérons que dans le cadre du dialogue national il y a une absence de stratégie qui empêche la réforme. Nous n'avons ni les moyens ni du temps à perdre. Il faut commencer la réforme effective maintenant. Il faut instaurer un système éducatif de qualité qui se base sur les droits et libertés et les valeurs arabo-musulmanes. Pourquoi cette détérioration des relations entre les instituteurs et le gouvernement ? Le chef du gouvernement dit qu'il y a des solutions. Si c'est le cas, faites en sorte de résoudre la situation.

- Question de **Soulef Ksantini (Ennahdha) à la ministre de la culture** : L'infrastructure culturelle de la ville de Sfax n'est pas bonne et n'est pas à la hauteur pour faire de Sfax capitale culturelle en 2016. Est-ce que la ville de Sfax ne mérite pas d'avoir des espaces culturels digne de ce nom ? Il faut mettre en place tous les moyens possibles pour que cet événement réussisse. Le budget consacré pour cet événement n'a pas encore été mis à disposition. Ce projet rencontre plusieurs lacunes, notamment la bureaucratie omniprésente dans le Ministère de la Culture.

- 1 séance plénière a été consacrée pour un dialogue avec le gouvernement pour évaluer les 100 premiers jours.
- 1 séance plénière a été consacrée pour un dialogue avec les membres de l'ISIE pour examiner le rapport préparé par la commission du règlement intérieur, de l'immunité, des lois parlementaires et des lois électorales concernant le rapport de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Élections concernant les élections législatives et présidentielles de 2014.

Sur les 5 séances plénières qui ont eu lieu :

- 27 heures et 45 minutes de travail cumulé
- 3 heures et 05 minutes de retard cumulé

### Concernant les projets de lois :

Les projets de lois votés se rapportent à :

- Des emprunts et engagements financiers de l'Etat (2)
- Nouvelles technologies (1)
- Environnement (1)

Les projets de lois débattus en commission traitent des thèmes suivants :

- Emprunts et engagements financiers de l'Etat (4)
- Organisation générale de l'administration (4)
- **Agriculture**, pêche et sécurité alimentaire (3)
- Systèmes juridictionnels (2)
- Culture (2)
- Activités des entreprises publiques (1)
- Lois civiles, commerciales et **pénales** (1)
- Libertés publiques et droits de l'Homme (1)
- Système de la propriété et des droits réels (1)
- Commerce et **prix** (1)

### Concernant l'assiduité des députés :

La moyenne de présence au sein des commissions est de 60% sur 47 réunions de 7 commissions permanentes et 6 commissions spéciales :

- 42 députés ont réalisé 100% de présence en commission
- 3 députés ont réalisé entre 90% de présence en commission
- 20 députés ont réalisé entre 80% et 90% de présence en commission
- 20 députés ont réalisé entre 70% et 80% de présence en commission
- 17 députés ont réalisé entre 60% et 70% de présence en commission
- 20 députés ont réalisé entre 50% et 60% de présence en commission
- 9 députés ont réalisé entre 40% et 50% de présence en commission
- 10 députés ont réalisé entre 30% et 40% de présence en commission
- 10 députés ont réalisé entre 20% et 30% de présence en commission
- 3 députés ont réalisé entre 10% et 20% de présence en commission
- 25 députés ont réalisé 0% de présence en commission

La moyenne de présence en plénière est de 82% sur 5 plénières :

- 106 députés ont réalisé 100% de présence en plénière



**AL BAWSA LA**

- 67 députés ont réalisé 80% de présence en plénière
- 24 députés ont réalisé 60% de présence en plénière
- 13 députés ont réalisé 40% de présence en plénière
- 4 députés ont réalisé 20% de présence en plénière
- 3 député ont réalisé 0% de présence en plénière

S'agissant de la participation au vote, elle a été comptée sur la base de 13 votes durant le mois de Juin. Voici le classement des blocs parlementaires selon ce critère :

- Mouvement Ennahdha : 73%
- Bloc Social-Démocrate : 71%
- Les élus n'appartenant à aucun bloc : 65%
- Mouvement Nidaa Tounes : 64%
- Front Populaire : 63%
- Union Patriotique Libre : 57%
- Afek Tounes : 53%